

Le Monde - 27 juin 2009

GAUCHE: COMMENT SORTIR DE LA DEPRESSION

L'échec des partis sociaux-démocrates aux élections européennes du 7 juin témoigne de leur incapacité à apporter des réponses solides à la crise. En France comme ailleurs, rénovation et refondation sont urgentes

Pour le PS, quatre défaites et un enterrement - Bernard Poignant

Amis socialistes, un peu de sang-froid! - Gaëtan Gorce

La social-démocratie doit choisir entre protestation et appétit du pouvoir - Dennis MacShane

L'abandon de la lutte contre les inégalités explique l'échec des socialistes européens - Bo Rothstein

Et si on commençait par des primaires du projet - Harlem Désir

Pour le PS, quatre défaites et un enterrement

A trop oublier sa vocation, le parti est menacé de mort

Bernard Poignant - Maire PS de Quimper

Les partis sont mortels, comme les civilisations, pour plagier Paul Valéry. Le Parti communiste a sombré corps et âme dans le rejet du totalitarisme. Le trotskisme tente de prolonger l'histoire, mais les peuples sont intelligents : l'échec de Lénine et de Staline ne fait pas la victoire de Trotski. C'est un trio à mettre dans le même sac. Le Parti radical survit tant bien que mal, réparti entre la gauche et la droite dans l'épuisement de son programme : il a donné le meilleur de lui-même à la République.

Sa mission est donc terminée. Il y a des réussites qui aboutissent à des disparitions. La Démocratie chrétienne, incarnée par le Mouvement républicain populaire, puis par les divers centres démocrates, s'éteint doucement au rythme de la désertion des églises et des séminaires. Le gaullisme s'éloigne dans l'esprit des Français. De Gaulle est venu deux fois en sauveur : pendant la seconde guerre mondiale pour résister puis libérer le pays ; pendant la guerre d'Algérie pour sortir la France de ce borborygme. Ce temps est lointain et relève de l'histoire au lycée.

Et s'il arrivait le même sort au socialisme démocratique ? Il est né au XIXe siècle, qui lui a donné une figure emblématique : Jean Jaurès. Les Français lui ont accordé cinq victoires politiques : 1936, 1956, 1981, 1988, 1997. Depuis, plus rien, sauf les succès locaux. Pourquoi ?

L'échec historique du communisme a cru signifier le grand succès du socialisme. La crise actuelle du capitalisme devait signer le grand retour de la social-démocratie. Il n'en est rien : ni dans un cas ni dans l'autre. Les Français considèrent-ils que le socialisme démocratique leur a apporté tout ce qu'il pouvait donner ? Il a réduit le temps de travail, donné des congés payés, abaissé l'âge de départ à la retraite. Toutes choses acquises aujourd'hui et plutôt à défendre qu'à accentuer. Il a étendu les libertés, aboli la peine de mort, obligé la parité. Sur ce terrain, qu'attend-on de plus ? Les socialistes seraient-ils alors comme les radicaux : au bout de leur rouleau ? !

Les Français considèrent-ils que le socialisme démocratique est inadapté à la nouvelle configuration du monde ? Finalement, il ne serait ni utile ni efficace dans le cadre de la mondialisation, peu lisible dans ses initiatives européennes. Les socialistes seraient donc aussi comme les communistes : arrivés à terme ! L'histoire récente du parti plaide pour une issue pessimiste : éliminé du second tour de l'élection présidentielle en 2002, profondément divisé sur l'Europe en 2004 et 2005, éloigné par sa candidate à l'élection présidentielle en 2007, qui vivait son parti comme un handicap dans sa campagne, écartelé dans un congrès de Reims qui se conclut par un échec et une désignation contestée de sa première secrétaire, malmené par ses courants au point d'en faire le maître d'oeuvre de ses listes pour le Parlement européen, défait aux élections européennes du 7 juin, quel Français peut lui faire confiance et lui confier les destinées de son pays ? C'est normal qu'il y regarde à deux fois.

Quelqu'un a bien compris cette situation, et attend que le fruit soit suffisamment mûr pour le cueillir : François Bayrou. Ne le croyons pas encore éliminé pour 2012 après son dernier insuccès. Si le Parti socialiste n'incarne pas ou incarne mal l'aspiration sociale-démocrate rénovée des Français, le MoDem peut servir de parti d'accueil pour une présidentielle, comme les écologistes pour les européennes. Après tout, François Bayrou s'inspire de grands précédents : Jean Jaurès, Léon Blum et François Mitterrand n'ont pas rencontré le socialisme dans leur berceau. Ils l'ont rejoint, ils l'ont rencontré, ils l'ont conquis. Le président du MoDem cherche à les imiter. Il faut donc accepter dès maintenant de l'interpeller sur sa propre stratégie et accepter de vérifier points d'accord et de désaccord. Car François Bayrou est un chef national sans troupes locales. Le PS a des troupes locales à travers son réseau d'élus, il n'a pas de chef national reconnu et crédible. La gauche rassemblée doit elle aussi comprendre cette nécessité si elle espère l'alternance en 2012.

Que peut apporter le socialisme démocratique à la société ? Son rendez-vous avec le peuple sera 2012. La crise sera-t-elle terminée ? Qui peut le prédire ? Ce qui est sûr, c'est une France endettée comme jamais, des déficits publics sans doute abyssaux, un commerce extérieur peu florissant, un chômage toujours haut. Le socialisme démocratique ne pourra se montrer distributeur comme si tout allait bien. S'il se met à épouser toutes les protestations et à accompagner toutes les revendications, il n'aura aucune crédibilité. Les Français ne sont pas stupides. Chacun a compris qu'il faut changer mode de vie et mode de consommation. La mission des sociaux-démocrates est de participer à ce changement en l'accompagnant de la réduction des inégalités. C'est cette nouvelle façon de vivre qu'il nous revient de définir.

Le PS doit donc se donner cet objectif : réduire ces inégalités entre les Français, qu'elles soient de revenus ou de patrimoine, issues du travail ou du capital. C'est un effort qui demandera du courage pour celui ou celle qui portera les couleurs de ce socialisme-là, et de la cohérence dans ses propositions. Cela supposera de s'atteler à la question fiscale pour lui redonner plus de justice. Il ne faudra pas craindre de revoir l'impôt sur les successions, car si un patrimoine prend de la valeur par la seule mécanique du marché et non du travail, il n'est pas anormal que la société s'en trouve bénéficiaire. Il faudra oser dire qu'à part les allocataires des minima sociaux tout le monde doit payer des impôts sur le revenu. Il y va du contrat civique entre les Français. Dans ce cas, les niches fiscales doivent être traquées, les stock-options taxées... L'appât du gain ne peut pas être le seul moteur de la vie, et il y a forcément des limites aux rémunérations des dirigeants. Le travail doit être récompensé, le mérite reconnu, la rente combattue, l'excès d'argent condamné.

Le socialisme démocratique évolue dans la tension entre la liberté et l'égalité. Cette dernière est mise à mal depuis plusieurs années. Si les socialistes ne réduisent pas les inégalités, à quoi servent-ils ? Il ne manque pas de citoyens compétents et intelligents pour diriger le pays en dehors du Parti socialiste. Si un parti, comme structure d'organisation, ne répond pas à ce pour quoi il est fait, il peut mourir, au moins s'étioler, agoniser lentement. Au PS de s'en inquiéter. Lui-même peut disparaître même si le socialisme démocratique restera toujours une aspiration de millions de Français.

Amis socialistes, un peu de sang-froid!

Nos concitoyens attendent des solutions

Gaëtan Gorce - Député de la Nièvre, membre du secrétariat national du PS.

Piqué par un échec électoral prévisible, en tout cas pour ceux qui dénoncent son inertie depuis deux ans, le PS semble tout à coup pris de folie. Or c'est justement parce que le changement n'a jamais été si nécessaire, et le PS si affaibli, qu'il nous faut garder notre sang-froid !

Cessons, tout d'abord, de nous chercher précipitamment des alliés, MoDem hier, Verts aujourd'hui, comme si notre salut dépendait de leur âme charitable. Mettons nos propres idées au net : le rapport entre l'idée socialiste et l'exigence écologique n'a jamais été sérieusement pensé. Il serait temps de s'y mettre. Là, sans doute, se trouvent les fondements du renouveau de notre projet. C'est sur ces bases qu'il nous faudra ensuite engager un dialogue avec les Verts.

Ne jetons pas ensuite le bébé socialiste avec l'eau glaciale du dernier bain électoral. Non, le mot socialisme n'est pas dépassé, à la condition, naturellement, de ne pas l'identifier à un passé récent, productiviste sur le plan économique, et trop étatiste sur le plan démocratique et social.

Le socialisme est né d'une volonté d'organisation. Ses premiers " prophètes " voulaient, en réaction au désordre produit par le libéralisme économique débridé du XIXe siècle, introduire des règles garantissant le bien commun. L'actuel défi écologique n'est pas sans analogie avec le défi social que le mouvement socialiste a su relever alors. Le socialisme d'aujourd'hui nous paraît intellectuellement le mieux préparé pour y répondre.

Oui également, faisons des primaires une exigence ! Mais certainement pas notre unique priorité. Pour régénérer le PS, il nous faut, sans aucun doute, l'ouvrir sur la société ; associer sympathisants et électeurs au choix de notre candidat va donc dans le bon sens. Cela aura en outre pour effet d'adapter enfin le parti à la réalité de nos institutions.

LANGAGE DE LA VÉRITÉ

Mais n'en faisons pas la panacée : lançons la même démarche pour élaborer notre projet à travers des " états généraux du renouveau " ouverts à toutes celles et à tous ceux qui veulent travailler à une alternative. C'est à partir du périmètre politique ainsi obtenu que nous pourrons refonder notre parti, voire en créer un nouveau et organiser l'élection de son leader.

Sortons enfin des faux débats sur l'éternel retour (ou départ) des classes populaires. La crise nous oblige plus que jamais à nous adresser non à telle ou telle catégorie mais à tous les Français au nom de l'intérêt général. La situation financière et sociale sera dans trois ans à ce point dégradée qu'il faut d'ores et déjà parler au pays le langage de la vérité. Il faudra bien tout ce temps pour le faire entendre. La démonstration a été faite que l'antisarkozysme n'est pas un projet. Les Français n'attendent pas des protestations mais des solutions. Le PS a besoin d'un regain de crédibilité, autant que de combativité.

Alors oui, au total, changeons tout du sol au plafond, comme je l'ai entendu dire ces temps-ci par beaucoup, qui semblent s'être réveillés d'un long sommeil. Les raisons de la paralysie du PS sont connues : poids excessif et rente de situation donnés aux courants et à leurs chefs de file par la proportionnelle ; base militante trop étroite, volontairement restreinte, pour ne pas bousculer les équilibres internes ; démobilitation du " siège " du parti, qui doit consacrer à la réflexion, aux études et à l'élaboration de son projet environ l'équivalent d'un mi-temps...

Le mal est ancien, les causes profondes. Il serait donc naïf de penser qu'un coup d'épaule suffira pour transformer un appareil vermoulu en parti moderne et performant. Ce ne pourra être

que le résultat d'une prise de conscience collective. Le congrès de Reims a montré que nous étions au bout d'un système. L'ironie est que ce sont ceux qui en bénéficient qui doivent prendre l'initiative de le changer. Pour cela il leur faudra jeter à la rivière les rancunes, les querelles de clan et les intérêts de boutique.

Je nous invite avant qu'il ne soit trop tard à faire le pari de la sagesse et de l'intelligence collectives : le seul que nous n'ayons jamais tenté.

La social-démocratie doit choisir entre protestation et appétit du pouvoir

Il faut assumer des compromis avec la réalité et trouver des leaders neufs

Dennis MacShane - Député travailliste britannique

Née de la lutte contre l'exploitation capitaliste au XIXe siècle, la social-démocratie dans ses différentes formes - le travaillisme au Royaume-Uni, le socialisme en France, le modèle social-démocrate en Allemagne et dans les pays scandinaves - a conquis le pouvoir d'Etat au XXe siècle.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? La gauche démocratique est défiée par des partis concurrents qui se réclament de ses valeurs et empiètent sur son électorat. Le national-populisme, bien ancré dans certains partis anti-européens de la droite xénophobe, attire désormais les votants des classes populaires. Les partis anticapitalistes de la gauche populiste briguent une partie du prolétariat et des travailleurs syndiqués de la fonction publique. Les partis écologiques anti-industrialistes ont aussi capté beaucoup de votes progressistes.

Dans le paysage politique dessiné par les européennes, la gauche sociale-démocrate représente au mieux un quart des votants, souvent à peine un cinquième. Le Labour, au pouvoir au Royaume-Uni, a réuni 15 % des voix. Le PS, dans l'opposition depuis 2002, n'a guère fait mieux. Mme Merkel et M. Berlusconi ont battu le SPD en Allemagne et le Parti démocrate en Italie. En Europe de l'Est, les sociaux-démocrates (communistes rebaptisés ou partis neufs), sont relégués dans le camp minoritaire.

Comment expliquer cette crise de la social-démocratie ? On y voit trois raisons. Primo, il est erroné de penser que le contexte de crise économique est bénéfique pour la gauche. Lorsque les citoyens ont peur - pour leur emploi, leurs salaires et l'avenir de leurs enfants -, ils votent de manière défensive et conservatrice. En réponse, la gauche doit offrir une analyse plus élaborée de la nouvelle économie. La dénonciation du néolibéralisme, des riches ou du capitalisme sonne bien à la tribune, mais n'offre pas un modèle alternatif de société. Sans disséquer et comprendre la nouvelle réalité, celle qui rythme la vie et les aspirations des citoyens au quotidien, la gauche continuera de répéter des slogans obsolètes et sans écho aujourd'hui.

Secundo, la social-démocratie parle global, mais agit national. Alors que le capital, la culture et les communications sont transnationaux, la structure des politiques publiques reste prisonnière de l'Etat-nation. La protection des intérêts nationaux - agriculture en France, industrie automobile en Allemagne, banques et City en Angleterre ou secret bancaire en Autriche - continue de prévaloir au détriment d'une politique paneuropéenne. Il est temps de rééquilibrer cette tendance, en fondant l'action nationale dans le discours internationaliste. En même temps, la gauche doit redéfinir sa théorie de la nation, et repenser l'UE comme une institution au service des citoyens.

Tertio, la social-démocratie doit choisir son camp : demeurer une force de protestation et de proposition, ou retrouver l'appétit du pouvoir. Trop de ses idées ont été récupérées et appliquées par la droite. L'étatisation de l'économie et la création de l'Etat-providence pendant les " trente glorieuses " sont des idées de gauche mises en oeuvre par de Gaulle en France, Adenauer en Allemagne, les démocrates-chrétiens en Italie et les conservateurs en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, la gauche regorge d'idées mais elle se désintéresse de la tâche politique suprême, la conquête du pouvoir.

La victoire implique des compromis historiques avec le capitalisme, avec la nation et avec les électeurs. Pour l'instant, la gauche européenne se pose en contestataire idéologique pendant que la droite entretient et développe sa pratique du pouvoir. Le Parti socialiste européen peut dénoncer

José Manuel Barroso, mais s'il n'est pas capable de proposer son propre candidat à la présidence de la Commission, il prêche dans le désert, ce n'est pas sérieux.

Il existe en Europe un nouveau prolétariat. Pourtant, ces opprimés (immigrants, femmes salariées, pauvres, travailleurs précaires, mères célibataires) ne trouvent pas leur place dans la social-démocratie moderne. Celle-ci a produit une élite composée de technocrates bourgeois formés dans les meilleures universités et les grandes écoles. Elle n'est pas le reflet de la société et de ses inégalités. Où est la gauche d'en bas ? De façon tout aussi symptomatique, les syndicats européens ne sont plus des acteurs majeurs du monde de l'entreprise et ne restent puissants que dans le secteur public. Or la gauche doit réanimer son rapport au syndicalisme. Il y a plus de petites et moyennes entreprises en Angleterre et en France qu'il n'y a de travailleurs syndiqués dans le privé. Une faiblesse majeure de la gauche est de n'avoir plus de relais dans le monde du travail.

La famille européenne sociale-démocrate est diverse. Il n'y a pas de modèle unique, pas de pensée unique. Les réponses politiques doivent s'inspirer de certains des éléments les plus réussis de ces modèles, tout en restant souples et variées. Il ne s'agit pas de transposer, par imitation simpliste, un programme enraciné dans le temps et dans l'espace. La flexicurité (grande flexibilité du marché du travail et forte protection des chômeurs) en est un exemple. Ce système marche au Danemark, où la paix sociale repose sur la conciliation, où les syndicats soutiennent les entreprises qui délocalisent, où les revendications salariales sont modérées et où les fonctionnaires ne font pas grève. En Allemagne, la Constitution interdit aussi le droit de grève à ses quelque 1,5 million de fonctionnaires. Mais envisager une restriction de ce droit à l'échelle européenne ? Impensable ! Pourtant, à moins de penser l'inconcevable, nous sommes condamnés à rester dans nos tranchées faites de désespoirs et de défaites.

Enfin, politique et personnalité vont de pair. La gauche n'a pas de leader convaincant. L'espoir viendra peut-être des nations nordiques, où une nouvelle génération de jeunes femmes est en train de modeler la social-démocratie du XXI^e siècle. Elles viendront peut-être remplacer les anciens communistes et socialistes étatistes qui n'ont eu de cesse de rejeter les compromis historiques opérés par un Willy Brandt ou un Felipe Gonzalez. Pour faire naître des leaders audacieux et remobiliser les électeurs, les partis politiques doivent savoir se transformer. Tous, y compris le Labour, doivent s'ouvrir au changement. Mais il est tellement plus facile de répéter les incantations du passé.

L'abandon de la lutte contre les inégalités explique l'échec des socialistes européens

Bo Rothstein

La cinglante défaite des partis socialistes et sociaux-démocrates aux élections européennes est plutôt un mystère. La raison la plus évidente pour laquelle la gauche aurait dû être victorieuse est bien entendu l'échec de l'idéologie néolibérale selon laquelle les marchés fonctionnaient mieux sans régulation. L'effondrement du système financier a permis à tout le monde de comprendre que cette idéologie, dominante depuis un quart de siècle, est maintenant révolue.

Le programme socialiste traditionnel - économie keynésienne et régulation sociale des marchés -, en mesure de recueillir des voix, aurait donc dû logiquement entraîner une victoire électorale des formations de gauche. Cela ne s'est pas produit. La raison de ce paradoxe est simplement que les leaders de droite en Europe, par exemple, le président français, la chancelière allemande et les premiers ministres suédois et danois se sont tout de suite engagés dans cette voie lorsque la crise a frappé leurs pays ; ils ont ainsi devancé le programme des socialistes en leur laissant peu de marge de manoeuvre.

Il est encore plus difficile de comprendre l'échec de la gauche quand on sait que toutes les recherches en épidémiologie sociale s'accordent aujourd'hui à dire que les inégalités sociales et économiques menacent globalement le bien-être de la société. Selon les travaux largement diffusés de Richard Wilkinson et Kate Pickett, par exemple, plus une société est inégale, plus les problèmes sociaux sont nombreux et dévastateurs. Un des enseignements les plus intéressants de leur dernier ouvrage, *The Spirit Level* (Penguin Books), est que l'inégalité ne touche pas uniquement les couches les moins aisées de la société, mais également la classe moyenne.

Par exemple, il est bien connu que les enfants dont les parents ont un bon niveau d'instruction ont toutes les chances de mieux réussir à l'école. Cependant, ces études montrent que, même parmi les enfants issus des familles les plus instruites, ceux qui vivent dans les pays plus égalitaires sont plus cultivés. De même, le risque d'être atteint de maladie mentale est cinq fois plus élevé dans les pays de l'OCDE les plus inégalitaires que dans les moins inégalitaires. Pour toutes les classes sociales, l'espérance de vie est plus longue dans les sociétés plus égalitaires.

Wilkinson et Pickett montrent que l'espérance de vie, la mortalité infantile, le faible poids de naissance, et l'auto-évaluation de la santé se sont souvent révélés plus défavorables dans les sociétés plus inégales. La liste pourrait s'allonger. Le fond du problème étant que non seulement les pauvres, mais tout le monde semble avoir intérêt à vivre dans une société moins inégalitaire, quand il s'agit de santé et de bien-être social. De même, l'inégalité au travail constitue un important mal social. Le manque de responsabilités et de moyens d'action au travail est à l'évidence préjudiciable à la santé et réduit l'espérance de vie de plusieurs années.

On peut ajouter que le programme néolibéral selon lequel un surcroît d'inégalités se traduirait par une plus forte croissance économique s'est révélé inexact. Même si l'on exclut la Norvège, riche en pétrole, les trois autres pays nordiques, qui ont des programmes de protection sociale comparativement étendus et de hauts niveaux d'imposition, ont de bons résultats en matière de croissance économique.

L'énigme est donc entière : pourquoi les partis de gauche ont-ils été incapables de faire une question politique de ces constats empiriques ? La réduction des inégalités sociales et économiques par divers systèmes de protection sociale, services sociaux et un enseignement public de qualité semble payante. Cela a été traditionnellement la stratégie de la gauche et les critiques de cette idéologie politique par les néolibéraux font faillite aujourd'hui. Compte tenu de l'effondrement des marchés financiers, de la défaite idéologique du programme néolibéral et des multiples recherches

qui mettent en évidence les avantages d'une plus grande égalité sociale et économique, la gauche aurait dû être plébiscitée.

La raison de cet échec n'est pas si évidente. Une possibilité est l'abandon par la gauche en Europe de son plus ancien et meilleur allié, à savoir le projet d'une " politique s'appuyant sur l'idée des Lumières " et son idée concomitante de l'existence de " l'homme universel " et ainsi des droits de l'homme universels. Au lieu de cela, les priorités politiques des partis de gauche se sont trouvées dominées par une pensée postmoderniste, anti-empiriste et intellectuellement obscure. Cette pensée semble incapable d'imaginer qu'une politique puisse reposer sur une combinaison de visions idéologiques de ce qui est normativement bon et d'études empiriques de ce qui est possible sur le plan pratique.

De même, la gauche a en grande partie abandonné l'idée d'une politique fondée sur les droits de l'homme universels, et a été dépassée par ce qu'on appelle la " politique identitaire ". Au lieu de mener une politique " pour tous ", la gauche est devenue un conglomérat de forces qui s'évertue à mettre en avant les intérêts de divers groupes dont les membres se considèrent comme opprimés en raison de leur identité commune et marginalisée, qu'il s'agisse de race, de religion, d'orientation sexuelle, de spécificité des sexes, d'intérêts culturels, de handicaps physiques et mentaux, etc.

Presque par définition, la politique identitaire est antimajoritaire et facteur de divisions. Ainsi, cette sorte de politique crée de facto une majorité contre elle-même puisqu'elle s'appuie sur une idéologie qui place en première ligne la mobilisation politique contre la majorité. Il est également très difficile de constituer une majorité politique sur " l'addition " de politiques identitaires, puisque, en réalité, ces divers groupes ont très peu de chose en commun.

Ainsi, les homosexuels ont peu à partager avec la plupart des immigrants des pays du Moyen-Orient, qui ont à leur tour peu de chances de comprendre les revendications politiques formulées par des personnes atteintes d'obésité, par exemple. Les injustices et la marginalisation ressenties par les différents groupes sont spécifiques à chaque groupe, et ne peuvent pas être généralisées aux autres groupes.

La conséquence pratique en est que la priorité accordée précédemment par la gauche à des programmes sociaux universels a été remplacée par des programmes qui s'adressent à des " groupes identitaires " spécifiques. Ainsi, la politique de gauche, plutôt que de rassembler, est devenue antimajoritaire. En conclusion, la tournure postmoderniste de la pensée politique de gauche a marginalisé son projet politique traditionnel, et cela a abouti à cette surprenante défaite électorale.

Et si on commençait par des primaires du projet

Harlem Désir - Député européen, secrétaire national du PS à la coordination

Après chaque défaite, le temps de l'incantation revient et les socialistes psalmodient " rénovation, révolution, refondation ", autant pour effacer leurs erreurs passées que pour se protéger d'un avenir qu'ils ne parviennent plus à préparer.

Nos fautes et nos insuffisances sont pourtant d'autant mieux connues qu'elles sont collectives: les divisions jusqu'à l'absurde, la confrontation permanente des ambitions, les postures individuelles qui empêchent les positions communes et, partant, le manque de travail, d'imagination et de courage pour renouveler notre vision du monde et nos propositions. Seule une terrible surdité pourrait nous empêcher d'entendre le message de ces élections européennes : nos comportements exaspèrent les Français, qui exigent de savoir de quel projet nouveau et enthousiasmant les socialistes sont porteurs. Ils nous ont intimé l'ordre de changer, et vite. Sans ce sursaut, nous ne susciterons même plus l'énervement de nos concitoyens, nous les laisserons indifférents.

Comme souvent dans les cas de dépression profonde, il n'y a pas d'explication unique. Au-delà de la crise d'identité de la social-démocratie européenne, le PS français reste confronté à une épreuve spécifique, institutionnelle: la Ve République, dont l'avatar le plus récent est l'hyperprésidentialisme de Nicolas Sarkozy. Or, face à la présidentialisation du régime, le PS a glissé vers une forme dangereuse d'alignement : nombre de ses animateurs sont trop souvent liés par un unique point commun, l'ambition présidentielle que chacun se croit fondé à nourrir. Ces présidentiables, ou qui se croient tels, concentrent leur énergie dans la recherche d'un outil qui les départagera dans leur course sans fin, tandis que les militants socialistes devraient se contenter d'attendre le nouveau champion.

En réalité, ce que révèle le débat naissant sur les primaires, ce sont nos faiblesses, et non le début de la rénovation : la paresse intellectuelle, la mauvaise imitation de ce qui se fait ailleurs, l'obsession de nous-mêmes et le goût destructeur pour les affrontements de personnes. Plutôt que d'entendre le message des Français, allons-nous une nouvelle fois nous replier sur notre vie interne, nos procédures et l'exacerbation de la compétition entre les ego ?

Au regard des grands défis de la gauche, les primaires sont finalement assez secondaires, comme l'enseigne l'expérience italienne. Dans un contexte de rassemblement, elles ont vu Romano Prodi l'emporter face à Berlusconi. A l'inverse dans un contexte de division, elles n'ont pas été la formule magique de la victoire pour Walter Veltroni. Les primaires ne sont qu'un instrument alors que le PS a besoin de retrouver une vision.

GUERRES PICROCHOLINES

Car le temps est venu pour le PS de changer. Plutôt que d'inviter les citoyens à prendre part à nos guerres picrocholines, il est primordial de construire un projet de société, radicalement nouveau, pour la France. Il est clair que le PS ne peut préparer 2012 en vase clos et doit s'ouvrir. S'il a besoin de primaires, c'est d'abord de primaires du projet, un grand projet élaboré par tous ceux qui veulent redresser la gauche. A cet égard, il est urgent de casser le mur qui nous sépare des intellectuels, des associations, des syndicats, des énergies de la société, en particulier les jeunes et les classes populaires, dont l'abstention massive est une raison clé du résultat du 7 juin.

Nous devons mettre en débat avec les citoyens les réponses à apporter aux questions essentielles, comme l'invention d'une nouvelle croissance, l'urgence environnementale, la redistribution efficace, la régulation de la mondialisation, le pouvoir dans l'entreprise, le malaise de la jeunesse et la crise de l'école, la société numérique, le nouvel horizon des droits et des libertés.

Notre projet devra, ensuite, trouver à s'incarner. Mais les socialistes doivent se méfier du culte de l'homme providentiel : le bonapartisme de l'UMP est contraire à notre identité et à nos valeurs. Les déconvenues du MoDem montrent les limites des aventures personnelles. Le premier des socialistes pour l'élection présidentielle sera aussi celui ou celle qui, le mieux, aura compris l'absolue nécessité de faire vivre un élan collectif et de lever une armée de talents face à la droite, en particulier en s'appuyant sur une nouvelle génération, à l'image de la société et capable de ferrailer contre l'UMP autant que d'irriguer le parti d'idées neuves. Il n'y a désormais qu'un chemin pour le PS, celui du travail, de l'inventivité, de l'unité et de l'ouverture radicale à la société. La claque du 7 juin ne doit pas nous assommer mais nous réveiller.